

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2014)
Heft: [2]: Numéro Thématique Aviation

Artikel: La seule réponse honnête et cohérente : Oui au Gripen
Autor: Brodard, Gérard
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-781227>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



La seule réponse honnête et cohérente : OUI au Gripen

Col Gérard Brodard

Membre du comité central de la SSO

La prochaine votation populaire du 18 mai sur le référendum de la Loi relative au financement de l'acquisition des avions *Gripen* pendant 10 ans via le budget ordinaire fait débat. L'émotion et les arguments à l'emporte-pièce remplissent régulièrement notre quotidien. Toutefois, il serait également bon de recadrer un tant soit peu l'importance de nos Forces aériennes dans le contexte actuel, n'en déplaise aux fossoyeurs de notre institution Armée.

Située bien malgré elle entre les feux croisés de l'hostilité d'une partie de la population, des bouleversements mondiaux, du destin improbable de certains pays de l'Est et des difficultés budgétaires de la Confédération, l'Armée suisse a vu sa légitimité unanimement confirmée avec l'acceptation des cantons et du peuple lors de la dernière votation liée à l'obligation de servir.

L'espace aérien suisse est un véritable carrefour au cœur de l'Europe. Des milliers d'avions le sillonnent chaque jour. Comme pour le rail et la route, la traversée ou le survol de la Suisse sont très attractifs d'un point de vue économique. La place économique suisse profite en outre de son importante intégration dans les réseaux aériens mondiaux grâce aux aéroports de Zurich, Genève, Bâle, Berne et Lugano.

De ce fait, le contrôle et la maîtrise de cet espace sont d'une importance primordiale pour notre pays. Et seules, les Forces aériennes de notre armée sont capables de garantir cette mission. En conséquence et en étant cohérent, il est impératif de leur donner toutes les conditions cadres favorables et les moyens nécessaires afin de garantir totalement l'accomplissement de leur mission dans notre espace aérien et par là même notre souveraineté. En l'état, cela ne se fait que partiellement, vu le manque de ressources et de moyens.

Croire que la qualité de vie actuelle de la Suisse et la paix toute relative en Europe sont des droits acquis, sont de dangereuses illusions qui à terme pourraient nous valoir de fâcheuses surprises.

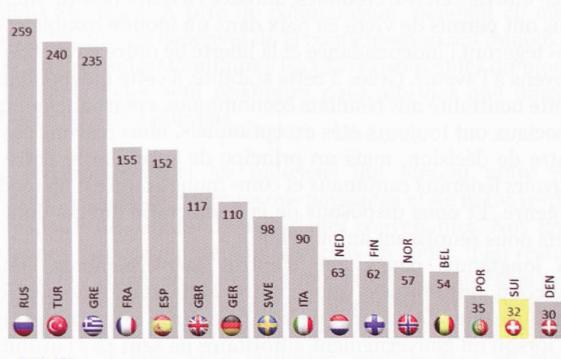
En cas de conflit en Europe, la situation centrale de l'espace aérien suisse lui confère un aspect capital, d'autant plus qu'il présente de nombreuses zones d'ombre radar portées par le relief alpin. Les Forces aériennes doivent donc exercer un contrôle efficace en disposant de moyens d'intervention adéquats. L'exiguïté de l'espace aérien affecte aussi la sauvegarde de la souveraineté dans la troisième dimension, car les opérations aériennes sont tout à fait imprévisibles. Elles peuvent survenir n'importe où et n'importe quand, avec des délais d'alerte de quelques minutes au plus.

L'existence du délicat échafaudage que constituent les moyens alloués à la défense de notre pays ainsi que les programmes de renouvellement sont en sursis et dépendront du résultat du scrutin du 18 mai. Un résultat négatif sera à nouveau un vote de défiance à l'égard de l'Armée suisse de la part du souverain et ferait perdre tout son sens aux réformes en cours. Surtout, il affaiblirait considérablement l'institution militaire; la victime serait ainsi offerte aux nouvelles initiatives que le GSsA et le parti socialiste ne se gêneront pas de lancer, afin de lui donner le coup de grâce, objectif clairement inscrit dans leur programme politique.

Dès lors la seule réponse honnête et cohérente est un oui au *Gripen* et donc un oui à notre institution et à notre souveraineté.

G. B.

Nombre d'avions de combat modernes en Europe.





André Bugnon

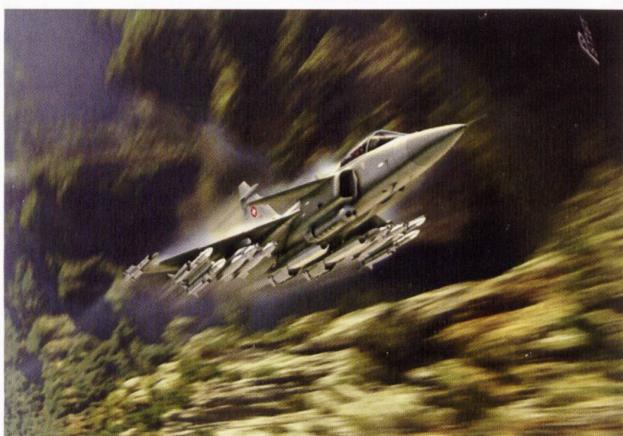
Conseiller national UDC – Canton de Vaud

Le principe de neutralité étant dans notre pays tabou et accepté par la communauté internationale, il convient de savoir à quoi sert notre armée puisque nous ne voulons pas faire la guerre, ni intervenir à l'étranger. La réponse est simple, l'armée suisse a pour vocation d'assurer la paix et la tranquillité des habitants de notre pays. Elle a assuré hautement cette mission au siècle passé.

Or à notre époque une armée digne de ce nom ne peut se passer d'une couverture aérienne, assurant d'abord la surveillance du territoire en temps de paix et si nécessaire une intervention rapide pour empêcher le passage de notre frontière par des avions ennemis et autres moyens d'invasion en cas de conflit international.

Comme tout matériel les avions vieillissent et il faut régulièrement procéder à leur remplacement. Ainsi l'acquisition de nouveaux avions est devenue une nécessité, le choix s'est porté sur le *Gripen* qui convient parfaitement pour notre pays au vu de ses qualifications spécifiques. Notre sécurité dépend clairement de l'achat de ces *Gripen*, donc oui sans arrière-pensée lors de la votation du 18 mai 2014.

NB : Ces déclarations politiques sont issues d'EclairaGE No. 2/2014, et sont reproduites avec l'aimable autorisation de son rédacteur en chef, le maj Marc-Ariel Zacharia.



Michel Balestra,

Chef d'entreprise et président du Comité genevois en faveur du Gripen « Protégeons nos valeurs »

Alexis de Tocqueville a dit : « quand le passé n'éclaire plus l'avenir, l'esprit marche dans les ténèbres »

Aussi, je vais mettre quelques coups de projecteurs sur notre histoire comme introduction à mon propos.

Notre confédération d'Etat est un modèle d'intégration des cultures, des religions et des sensibilités politiques autour d'un projet commun, que nous n'avons pas réalisés sans consentir des efforts importants. En effet après des siècles d'alternance entre des périodes de guerres et de paix, aboutissant à diverses dominations, il est bon de se souvenir que c'est Napoléon, par son acte de médiation, qui a imposé une organisation politique parfaitement adaptée à nos diversités : la confédération d'Etats. Puis c'est un général genevois, Guillaume-Henri Dufour, formé par les écoles militaires françaises, qui a mené la guerre du Sonderbund, guerre qu'il a décidé de conduire, non pas pour gagner une guerre, mais pour préparer la paix.

Puis il a participé à la réalisation de l'idée d'Henri Dunant, la fondation de la Croix-Rouge, inscrivant la Suisse sur la voie de la neutralité, du rayonnement international et des bons offices. Malgré cette neutralité armée, pendant les deux guerres mondiales nous avons dû mobiliser une armée déterminée à défendre ses frontières, pour garantir l'inviolabilité du territoire et la sauvegarde de l'indépendance et de la neutralité du pays. L'armée a donc, régulièrement, au cours de notre histoire, eu un rôle déterminant pour la liberté et la stabilité de la Suisse.

Nous savons donc depuis toujours que la sécurité est une valeur qu'il faut protéger, et nos partis n'en ont jamais douté.

Nous avons eu raison de mener ces nombreux combats politiques tout au long de notre histoire, car c'est cette volonté et cette capacité de défense crédibles, adossées à notre neutralité, qui nous ont permis de vivre en paix dans un monde troublé et qui protégeront l'indépendance et la liberté de notre pays et de ses citoyens à l'avenir. Grâce à cette stabilité, à cette indépendance, à cette neutralité nos résultats économiques, environnementaux et sociaux ont toujours été exceptionnels, nous n'avons pas un centre de décision, mais un principe de subsidiarité entre les pouvoirs fédéraux cantonaux et communaux qui est un modèle du genre. Et nous disposons de la démocratie directe dont les effets nous réunissent aujourd'hui.

J'ai longtemps pensé que d'autres gouvernements étaient beaucoup plus efficaces que le nôtre. Mais une loi ne peut être appliquée que si la majorité de la population la trouve nécessaire, car lorsqu'un gouvernement autoritaire ne sent pas l'évolution culturelle de sa population et précipite les réformes, la rue le fait toujours reculer.

Naturellement, on pourrait se poser la question de la pertinence de la remise en question de ces éléments fondamentaux que sont la volonté et la capacité de défense d'un Etat par un référendum populaire. Et de la possibilité pour un parti gouvernemental d'appuyer un référendum qui désapprouve la position majoritaire du gouvernement dans ce domaine.

Mais c'est ainsi, et malgré des attaques répétées contre cette institution, comme nos partis, le peuple suisse a toujours confirmé sa confiance dans son armée et dans ses choix.

Pourquoi les référendaires ont-ils des doutes ? Quels sont leurs arguments ?

Les discussions sur le choix et le prix de l'avion ne sont plus d'actualité, le *Gripen* correspond parfaitement au cahier des charges figurant dans l'appel d'offre, il est le moins cher à l'achat et à l'usage et est donc parfaitement adapté au budget de notre défense et à la petite dimension de notre territoire.

Les idées antimilitaristes ou pacifistes, sont des philosophies non adaptées aux menaces du monde d'aujourd'hui. Regardez les événements actuels, qui jusque sur le territoire continental européen, entre la Russie et l'Ukraine, prouvent que le grand soir de la paix est de la fraternité n'est malheureusement pas encore d'actualité.

Il nous reste à évaluer deux arguments principaux :

Le premier: on ferait mieux de mettre cet argent dans le domaine de la santé !

Le deuxième: on ferait mieux de mettre cet argent dans le domaine de l'enseignement !

Mesdames et Messieurs, la Suisse consacre 11% de son PIB à développer une offre académique, médicale et hospitalière de tout premier plan au niveau international. Et notre pays consacre 6 % de son PIB à l'éducation de ses enfants et de sa jeunesse. Nos écoles fédérales, nos universités et aujourd'hui aussi nos écoles primaires et secondaires, grâce à leur progression dans les études comparatives internationales, sont parmi les meilleures du monde. De plus, le système dual de l'apprentissage, pour lequel les entreprises suisses investissent plus de 3 milliards par année est envié par tous les pays européens qui ont de la peine à assurer l'entrée de leur jeunesse sur le marché du travail.

Notre économie est la plus compétitive du monde comme notre recherche et notre capacité d'innovation. Cette réussite multicritères exceptionnelle est enviée, et elle doit être soigneusement protégée, et l'argent consacré à cette protection est aussi nécessaire que les budgets de la santé et de l'enseignement.

Pour cela nous consacrons 1 % du PIB de la Suisse pour financer une armée de milice encadrée par des professionnels de grande qualité. C'est le prix pour une capacité et une qualité de défense crédibles. Le budget de la défense a été stabilisé depuis le début des années nonante, grâce à de nombreuses réformes qui ont conduit à l'adaptation de nos forces militaires aux nouveaux risques identifiés. A titre de comparaison, pendant ce même laps de temps, les dépenses de la confédération ont doublé. C'est un des budgets militaires les plus raisonnables du monde, et les spécialistes sont unanimes pour affirmer que nous ne pouvons pas aller plus bas.

Les collaborateurs et les miliciens qui servent notre pays méritent, en plus de notre reconnaissance et de notre respect, de disposer de conditions matérielles convenables. Nos forces aériennes disposaient de 300 appareils en 1990 ; il en reste 86 aujourd'hui ; nous en aurons 54 modernes et adaptés en 2021, pour assurer la sécurité de notre espace aérien. Il faut être bien mal intentionné pour voir de la mégolomanie ou des dépenses inconsidérées dans cette évolution parfaitement adaptée à l'évolution des risques.

Les militaires sont des gens sérieux. Le travail sur le projet de renouvellement des *Tigers* a commencé en 2003 pour aboutir à un message du Conseil Fédéral en 2012. En 2013, le Conseil national accepté cette loi par 119 OUI contre 71 NON et le Conseil des Etats par 25 OUI contre 17 NON.

En janvier 2014 le référendum signé par des socialistes, des verts et des membres du GSSA est déposé. Cette acquisition de nouveaux avions de combat a donc été soigneusement préparée depuis dix ans, et des engagements de commandes compensatoires directes pour notre industrie ont été négociés et obtenus contractuellement à hauteur de 2,5 milliards, pour un achat de 3,126 milliards armement compris. Il est prévu que 30 % de ces commandes reviennent aux industries romandes.

Vous devez savoir que les transferts de technologies, acquis par des entreprises industrielles genevoises en 1993 lors de l'achat des F/A-18, constituent encore aujourd'hui pour elles des avantages compétitifs sur les marchés internationaux, dans le domaine de l'aviation civile également.

De plus, la Suisse, contrairement à ses voisins européens, Allemagne exceptée, a vu ces douze dernières années sa production industrielle augmenter de 39,5 %. Le secteur des services n'ayant augmenté que de 33,5 %.

Avec les incertitudes sur l'évolution des métiers de la banque, en termes d'emplois, cette nouvelle est une bonne nouvelle. Il est nécessaire de consolider la tendance. Ces marchés compensatoires sont donc très importants pour l'évolution de l'industrie suisse, mais ils ne sont pas la raison principale de cet achat. Notre flotte aérienne F-5 *Tiger* se compose de 54 appareils mis en service en 1978. Les *Tigers* doivent être retirés car, en plus de leur âge, ils ne sont utilisables qu'en journée et par temps clair. Le Conseil fédéral et le Parlement nous proposent de les remplacer par 22 avions de combat modernes de type *Gripen E*.

Nos pilotes auront la possibilité d'effectuer des vols de nuit et à basse altitude, ainsi que des vols au-delà de la vitesse du son en Suède. En effet, ces vols supersoniques sont difficiles à organiser et très rares sur notre petit territoire fortement urbanisé.

Durant la prochaine décennie, les deux systèmes F/A-18 et *Gripen* permettront de garantir la sécurité dans les airs ; le service de police aérienne pour l'aviation civile ; la protection lors de situations extraordinaires ; le respect de notre souveraineté en tant qu'Etat indépendant et neutre.

L'armée s'engage à procéder à cette acquisition par la création d'un fonds alimenté par le budget ordinaire que le parlement lui a accordé.

Tout ce processus a été parfaitement bien mené. La constitution fédérale définit le rôle de l'armée qui contribue à prévenir la guerre et à maintenir la paix et qui assure la défense du pays et de sa population.

Aux cours des dernières années l'armée a investi dans des systèmes modernes destinés aux forces terrestres. Aujourd'hui, les F-5 *Tigers* sont trop vieux et doivent être remplacés.

Nous savons qu'on ne peut pas engager une armée moderne au sol sans la maîtrise de l'espace aérien parce que ce serait sacrifier nos troupes mécanisées et notre infanterie.

Nous savons aussi que, ce qui est déterminant pour le rayonnement de Genève, afin de continuer à abriter des organisations internationales et d'organiser des conférences pour trouver des solutions diplomatiques à des crises majeures, c'est la capacité de notre armée à protéger notre espace aérien, pour que des hommes d'Etats étrangers qui viennent en Suisse par avion soient certains qu'elle est capable d'assurer leur sécurité. Cette protection aérienne de l'aviation commerciale est donc une fonction indiscutable de notre aviation au service de Genève et de ceux qui s'y réunissent pour promouvoir la paix dans le monde.

Depuis la fameuse affaire du détournement d'avion d'Ethiopian Airlines sur Genève, certains plaisantent et nous disent « oui, mais aux heures de bureau ».

Soyons sérieux, pendant les événements internationaux importants nos avions sont en vol 24h/24. Je suis de ceux qui pensent que mettre 30 millions de mieux chaque année pour assurer une prestation de garde permanente serait un investissement nécessaire.

Mais j'entends déjà, les mêmes, rieurs d'aujourd'hui, nous affirmer que considérant les mesures de protection de l'environnement et de budget, on a mieux à faire que d'assurer cette permanence lors de périodes de faibles risques.

Mesdames et Messieurs, ce sujet ne se prête pas aux plaisanteries, il est sérieux: il n'y a pas de liberté sans sécurité. Il n'y a pas de sécurité sans armée. Il n'y a pas de Force et de capacité de défense aérienne sans des avions de combat performants.

Je remercie l'UDC d'avoir pris la responsabilité nationale de cette campagne primordiale, mais difficile. Je vous remercie pour votre engagement pour la protection de notre pays, je vous demande de soutenir ceux qui ont travaillé pour définir les risques et leur évolution, ainsi que les moyens nécessaires pour y faire face, en disant OUI à la loi fédérale, qui permettra la constitution d'un fond, alimenté par le budget ordinaire de l'armée, pour l'acquisition de 22 *Gripen*.

Un OUI qui matérialise notre engagement pour donner à notre armée les moyens d'assurer une condition déterminante de notre indépendance et de notre neutralité : la sécurité de notre pays.



Hugues Hiltbold
conseiller national

Le peuple suisse devra le 18 mai prochain décider s'il y veut faire de son armée une armée efficace, efficiente, crédible et surtout en phase avec les réalités de ce monde.

De quoi s'agit-il? Aujourd'hui les forces aériennes sont équipées de 54 F-5 *Tiger* qui arrivent en fin de vie. Ces *Tiger* sont entrés en services en 1978 et ne sont plus adaptés à la technologie actuelle. Ils ne peuvent plus voler de nuit, ni par mauvais temps. C'est un peu comme si on demandait à un pilote de formule 1 de participer à un Grand Prix actuel avec un modèle de voiture de 1978. Il n'aura aucune chance de gagner la course, au mieux de ne pas finir dernier.

Les 32 F/A 18 remplissent correctement leur mission, mais ne suffisent pas. Sans compter qu'êtants entrés en fonction en

1997, nous aurons à procéder à leur remplacement dès 2017. Sans possibilités de moderniser ces avions, il faut procéder au remplacement des 54 F-5 *Tiger* par 22 *Gripen E*. C'est ce qu'ont conclu tant le Conseil fédéral, que le Conseil national par 119 pour, 71 contre et 4 abstentions et le Conseil des États par 25 pour et 17 contre.

Pourquoi a-t-on besoin de forces aériennes fortes ?

L'État doit assurer à ses concitoyens la liberté, l'indépendance et la sécurité. A ce titre, la sécurité est la base indispensable à la paix, à la stabilité politique, tous deux gages de prospérité et de succès de notre place économique.

Rappelons au passage que la Constitution suisse exige de la confédération et des cantons que la sécurité de notre pays, la protection de la population et la neutralité soient assurées. Dans ce contexte, l'armée apporte une contribution importante, notamment lors de soutien à la police, d'aides en cas de catastrophes naturelles ou de protections d'infrastructures importantes. En somme, l'armé fonction en quelque sorte comme une assurance en cas de menaces de guerre et dans le cas spécifique des forces aériennes, le respect de notre souveraineté sur notre espace aérien.

Les forces aériennes ont pour mission de surveiller en permanence notre espace aérien, de le contrôler, et le protéger et en cas de besoin de le défendre. Lors de menaces sérieuses, les forces aériennes défendent l'espace aérien avec quatre avions ou davantage, procèdent à la reconnaissance aérienne et apportent leur aide aux troupes terrestres (à relever que cette mission d'appui n'est actuellement plus assurée avec les *Tiger*). Les forces aériennes fournissent aussi leur aide à des avions civils confrontés à des problèmes de navigation ou des pannes radio. Ils contrôlent les entrées non autorisées dans l'espace aérien et interviennent lors d'écartés inexplicables par rapport aux routes aériennes et aux plans de vol prévus.

Mais ils assurent aussi la surveillance d'événements d'envergure internationale. Ainsi, si les *Gripen* ne sont pas votés par le peuple, le WEF, les sommets de la Genève internationale n'auront plus de surveillance aérienne et il y a fort à parier qu'à terme, ces grandes rencontres qui garantissent un fort rayonnement international de notre pays se dérouleront ailleurs.

Enfin et cet argument n'est pas des moindres, des forces aériennes à la pointe de la technologie permettent d'assurer à la Suisse sa neutralité.

S'agissant des coûts, le *Gripen* est l'avion qui a le meilleur rapport qualité-prix et qui remplit le cahier des charges définis par les Forces aériennes. Il coûte 3,126 milliards et est financé sur le budget ordinaire de l'armée à travers un fonds spécial *Gripen* alimenté à raison de 300 millions par années pendant 10 ans. Cette dépense est supportable pour l'Etat dans la mesure où elle ne nécessite pas de procéder à des choix sur d'autres dépenses courantes et qu'elle est supportée sur plusieurs décennies.

On ne doit pas choisir entre la formation et la recherche et le *Gripen*, ni entre tel ou tel tronçon de route ou de train et le *Gripen* ! Il convient aussi de rappeler que le Parlement, dès le début du traitement de cet objet, a posé un certain nombre d'exigences, garantes d'un soutien parlementaire à l'avion. Ces exigences ont été remplies et intégrées au contrat d'acquisition des avions.

Sur le plan des retombées économiques enfin, il est prévu que des affaires compensatoires à hauteur de 2,5 milliards sont prévues, réparties à raison de 65% pour la Suisse allemande, 30% pour la Romandie et 5% pour nos amis tessinois. Chaque région de Suisse aura donc sa part du gâteau !

C'est la raison pour laquelle :

- pour la sécurité de la Suisse ;
- pour la crédibilité de notre armée ;
- pour la protection de notre espace aérien ;

Il faut voter OUI au *Gripen* !